

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nous-organisations-associations-personnalites>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! >
CIGEO/Bure - Actualités de campagne > **Nous, organisations, associations, personnalités publiques, appelons à converger
massivement à Nancy le week-end des 28 et 29 septembre pour la mobilisation « Vent de Bure » contre le projet Cigeo !**

19 septembre 2019

Nous, organisations, associations, personnalités publiques, appelons à converger massivement à Nancy le week-end des 28 et 29 septembre pour la mobilisation « Vent de Bure » contre le projet Cigeo !

Organisations nationales :

Agir pour l'Environnement

ASSO-Solidaires

Attac France

Europe Écologie Les Verts

Fédération des syndicats SUD Education

France Nature Environnement

Greenpeace France

La France Insoumise

Parti Communiste des Ouvriers de France

RadiAction

Réseau "Sortir du nucléaire"

Réseau Syndical International de Solidarités et de Luttes / International Labour Network of Solidarity

and Struggles

SUD Culture Solidaires

Union Communiste Libertaire

Union syndicales solidaires

ZEA earth

Organisations locales :

Actival

Association A.P.P.E.L.S.

Attac-Agen (47)

Attac-Hauts-Cantons

Attac-Jura (39)

Attac-Vosges

Bure stop 55

Cacendr - Collectif d'action contre l'enfouissement des déchets radioactifs

CAPEN 71, fédération départementale des associations environnementales de Saône & Loire (17 associations locales), membre de FNE Bourgogne Franche Comté

Cedra - Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs

Collectif CHANG (Halte au nucléaire - Gard)

Comité de soutien Bure-Lilleradiée

Comité de soutien Bure-Longwy

Comité de soutien Bure-Mulhouse

Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR)

Confédération Paysanne Grand-Est

Confédération Paysanne des Vosges (88)

Destocamine

Droit au Soleil pour chaque habitat

Eodra - Elu-es opposé-es à l'enfouissement des déchets radioactifs

Ensemble ! 54

France Nature Environnement (FNE) Bourgogne Franche Comté

France Nature Environnement (FNE) Grand-Est

Génération.s Grand Nancy

Gudmont Dit Non

GSE (Grésivaudan sud ecologie)

L'eau qui mord

Ligue des Droits de l'Homme (LDH) section Nancy

Meuse Nature Environnement

Mouvement Utopia

NPA 38 (Nouveau Parti Anticapitaliste Isère)

SNUPFEN-solidaires (Syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel)
Lorraine

Solidaires 54

Solidaires Moselle

Sortir du nucléaire Berry-Giennois- Puisaye

Sortir du nucléaire Isère (SDN 38)

Sortir du nucléaire Sarthe (SDN 72)

Sud Education Alsace

THUR ECOLOGIE & TRANSPORTS

UCL Nancy (groupe Union Communiste Libertaire de Nancy)

Personnalités publiques :

Manon Aubry, députée européenne

Clémentine Autain, députée LFI de la 11ème circonscription de Seine-Saint-Denis

Julien Bayou, porte-parole national d'EELV

Ugo Bernalicis, député LFI de la 2ème circonscription du Nord

Manuel Bompard, député européen

Jo Briant, Centre d'Information Inter-Peuples

Jean-Marie Brom, Directeur de Recherches CNRS, Responsable du secteur "Energies" de la France
Insoumise

Cyril Brulé, Architecte, Vice-Président du Parc Naturel Régional du Morvan

Leila Chaibi, députée européenne

Eric Coquerel, député LFI de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis

Alexis Corbière, député LFI de la 7^{ème} circonscription de la Seine-Saint-Denis

David Cormand, secrétaire national d'EELV, député européen

Danakil, groupe de musique

Raphaël Darley, porte parole de l'Association pour la Restauration et la Protection de l'Environnement Naturel du Tonnerrois (ARPENT)

Michel Dubromel, président de France Nature Environnement

Caroline Fiat, députée LFI de la 6^{ème} circonscription de Meurthe-et-Moselle

Cécile Germain-Ecuer et Mickaël Kugler, Co-secrétaires régionaux d'Europe Ecologie - Les Verts Alsace

Kolin Kobayashi, Journaliste indépendant

Bastien Lachaud, député LFI de la 6^{ème} circonscription de Seine-Saint-Denis

Michel Larive, député LFI de la 2^{ème} circonscription d'Ariège

Emmanuel Maurel, député européen

Jean-Luc Mélenchon, député LFI de la 4^{ème} circonscription des Bouches-du-Rhône

Danièle Obono, députée LFI de la 17^e circonscription de Paris

Les Ogres de Barback, groupe de musique

Younous Omarjee, député européen

Mathilde Panot, députée LFI de la 10^e circonscription du Val-de-Marne

Anne-Sophie Pelletier, députée européenne

Isabelle Péguin, membre du Collectif Halte au nucléaire Gard

Loic Prud'homme, député LFI dans la 3^e circonscription de la Gironde

Adrien Quatennens, député LFI de la 1^{ère} circonscription du Nord

Jean-Hugues Ratenon, député LFI de la 5^{ème} circonscription de la Réunion

Sandra Regol, porte-parole d'EELV

Muriel Ressiguié, députée LFI de la 2^{ème} circonscription de l'Hérault

Yannick Rousselet, chargé de campagne climat/énergie à Greenpeace

Sabine Rubin, députée LFI de la 9^{ème} circonscription de Seine-Saint-Denis

François Ruffin, député LFI de la 1^{ère} circonscription de la Somme

Arnaud Schwartz, membre du Comité économique et social européen)

Benedicte Taurine, députée LFI de la 1ère circonscription d'Ariège

Toshiko Tsuji, association Yosomono net France

Florence Vallin-Balas, Maire de Cognin en Savoie

Le projet Cigéo va entrer dans une phase plus opérationnelle...

Depuis 25 ans, l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) souhaite enfouir les déchets radioactifs les plus dangereux dans le sous-sol de Bure, dans la Meuse, au sein de l'installation Cigéo. Celui-ci va bientôt entrer dans une nouvelle phase. Alors que les travaux vont s'accélérer, c'est maintenant ou jamais qu'il faut nous unir pour y faire barrage !

Le dépôt de la Demande d'Autorisation de Création (DAC) devrait avoir lieu en 2020. L'instruction du projet devrait durer entre deux et trois ans. La construction du centre pourrait donc être autorisée rapidement par un simple décret du gouvernement. La bataille contre la poubelle nucléaire ne pourra pas se gagner uniquement en entravant son cheminement administratif mais en remportant le rapport de force.

... alors que tous les voyants sont au rouge !

À l'heure où le nucléaire collectionne déboires techniques, facture salée et désamour grandissant de la population, le projet Cigéo continue à être présenté comme la « solution » à l'accumulation de déchets radioactifs ingérables. Pourtant, entre impasse technique, échec de démontrabilité scientifique et impossible réversibilité, les risques du projet Cigéo sont bien énormes. L'Andra ne sait pas y apporter de réponse : ils sont insolubles et inhérents au stockage en profondeur. C'est bien ce qu'avouait dans un langage diplomate l'Autorité de sûreté nucléaire dans son avis sur le dossier d'options de sûreté de Cigéo en 2017 (à retrouver ici :

<https://www.asn.fr/Informer/Actualites/Avis-de-l-ASN-sur-les-options-de-surete-de-Cigeo>).

Le projet s'annonce également comme un gouffre financier. En grande difficulté, les producteurs de déchets souhaitaient provisionner le moins possible pour leur gestion : par complaisance envers eux, le coût de Cigéo, initialement évalué à 34,5 milliards d'euros par l'Andra elle-même, a été fixé arbitrairement à 25 milliards. Même la Cour des Comptes, dans un rapport sorti en juillet 2019, bat en brèche ce calcul à la baisse (lire :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/la-val-du-cycle-du-combustible-nucleaire>). La facture va gonfler, c'est évident. Lorsque les faibles provisions constituées par les producteurs de déchets auront été dévorées par les premiers travaux, demandera-t-on aux contribuables de payer le reste ?

Après deux ans d'inaction, l'offensive de l'Andra pourrait reprendre. Des travaux dits "préparatoires", car ils doivent être réalisés avant la construction du centre, débiteront sur le territoire sans doute dès l'automne 2019. Il s'agit de travaux de grande ampleur pour permettre l'adduction en eau, l'alimentation en énergie de Cigéo, ou encore de la réalisation d'importants travaux ferroviaires et routiers. Une fois ces travaux très coûteux réalisés, la construction de Cigéo apparaîtrait alors comme inévitable.

Cigéo est une aberration technique, financière et en plus ne constitue pas une solution au problème des déchets radioactifs. Or, celles et ceux qui le disent font face depuis deux ans à une répression implacable, d'une ampleur inédite pour une lutte territoriale. Les autorités publiques ont militarisé toute la zone, criminalisé et judiciairisé la lutte pour tenter de paralyser l'opposition au projet. Une instruction pour association de malfaiteurs a été ouverte et empêche 10 personnes impliquées de

rentrer en relation les unes avec les autres via la mise en place de contrôles judiciaires hautement liberticides. Cet harcèlement vient d'être dénoncé par la Ligue des Droits de l'Homme et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (consultez les rapports ici :

<https://www.ldh-france.org/rapport-sur-les-evenements-survenus-a-bure-et-sur-leur-traitement-judiciaire/>).

On a toutes et tous de bonnes raisons de dire non :

Se mobiliser contre Cigéo, c'est dire non à la fuite en avant que constitue la poursuite de la production de déchets radioactifs ingérables. C'est dire non à une « fausse solution » et à un projet imposé aux impacts sociaux et écologiques démesurés. C'est dire non au rouleau compresseur des autorités qui, après avoir écarté unilatéralement toutes les autres options, présentent ce projet dangereux comme incontournable.

Se mobiliser contre Cigéo, c'est dire non à la criminalisation des personnes qui s'opposent à la destruction des territoires au nom d'un projet absurde. C'est refuser les atteintes aux droits fondamentaux et les entraves à la liberté d'association.

Se mobiliser contre Cigéo, c'est dire non à un projet représentatif d'un vieux monde fondé sur une course énergétique sans frein.

Enfin, se mobiliser contre Cigéo, c'est mettre en échec la filière nucléaire qui a besoin d'un exutoire à ses déchets pour pouvoir se relancer. Or, le nucléaire est une filière à bout de souffle, une énergie du passé. Les activités d'extraction de l'uranium se font dans des conditions sociales et écologiques désastreuses depuis des décennies. La transformation de l'uranium ainsi que les activités liées à la production d'énergie nucléaire comme la construction, la maintenance, ou le démantèlement des installations ne sont pas neutres en CO2 en plus d'engendrer d'autres types de pollutions. Avec les risques d'irradiation auxquels ces activités exposent, on est ainsi très loin de l'énergie propre, pas chère et non carbonée à laquelle le lobby nucléaire voudrait nous faire croire ! Les activités nucléaires sont par ailleurs extrêmement vulnérables aux variations de température et notamment aux fortes chaleurs qui empirent leurs effets. Et contrairement à ce que veut nous faire croire le lobby, le nucléaire ne sauvera pas le climat ! Pour sauver le climat, le nucléaire c'est trop tard, trop cher, et trop risqué ! Le nucléaire et Cigéo ne constituent donc en aucun cas une réponse à l'urgence climatique (<https://www.sortirdunucleaire.orga/infographie-climat>).

Samedi 28 septembre, nous serons ensemble à Nancy pour un temps d'envergure nationale. Construisons un front commun et solidaire pour mettre en échec le rouleau compresseur du projet CIGEO.

Nous vous donnons donc rendez-vous à 14H sur le Cours Leopold, à Nancy pour le temps fort du week-end, qui promet d'être revendicatif.. et un peu décalé !

Pour plus d'infos : <https://ventdebure.com>

Événement à diffuser : <https://www.facebook.com/events/1225435810959733/>